

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense avoir déjà répondu à cette question. Le député conviendra sans doute que le ministre des Finances est un homme parfaitement intègre et honnête. Il dit toujours la vérité. Il consulte ouvertement tous les intéressés, et je sais que le député sera tout à fait d'accord là-dessus, car c'est absolument vrai.

[Français]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DÉTERMINER CE QU'EST LE «REVENU MOYEN»

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, vous admettez avec moi qu'il n'est pas facile de démêler les propos du ministre des Finances de ceux du premier ministre. Dans une entrevue qu'il accordait à la presse, et cette fois-ci j'ai la transcription de sa conversation, le ministre des Finances disait que les programmes sociaux, particulièrement les allocations familiales et les pensions de sécurité de la vieillesse, devaient être coupés parce que l'État n'avait plus les moyens d'y faire face. Or, d'après les statistiques fiscales publiées en 1983, il n'y avait seulement que 9.1 p. 100 des déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers qui se situaient au-dessus de \$35,000. Je demanderais donc au premier ministre quelle définition du revenu moyen donne son gouvernement. Est-ce \$35,000, \$34,000, \$25,000, \$40,000? Quelle est cette définition, pour éviter évidemment que des gens soient dans la panique face à ces coupures d'allocations familiales?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je pense, monsieur le Président, que ce que le ministre des Finances tenait à faire, c'était d'ouvrir davantage le dialogue et le débat sur cette question importante, c'est-à-dire la saine utilisation des fonds publics à notre disposition en faveur de ceux de notre société qui en ont le plus besoin. Je pense que je me dois de féliciter mon honorable ami qui, ayant écouté le ministre des Finances le 8 novembre, a applaudi le courage du ministre de ce dernier; il était essentiellement d'accord sur ses déclarations. Alors, je le félicite parce qu'il avait tout à fait raison.

M. Garneau: Monsieur le Président, à mon avis, pour un premier ministre qui vient d'accuser mon collègue de n'avoir lu qu'une partie des déclarations, ce n'est pas très très fort. Il aurait dû lire le reste de mes propos également.

Ma question c'est de savoir, afin d'éviter l'ambiguïté, parce qu'il y a des gens dans le public qui se demandent: Vais-je perdre mes allocations familiales ou mes pensions de sécurité de vieillesse? Et on sait, monsieur le Président, qu'il y a 91 p. 100 des contribuables qui sont au-dessous de \$35,000. Le premier ministre pourrait-il dire quel est ce niveau-là et ce que son gouvernement va faire pour établir comment, à partir de tel niveau de revenu qu'il va nous indiquer, les pensions de sécurité de la vieillesse et les allocations familiales ne seront plus versées? Aura-t-on une armée d'enquêteurs? Comment cela va-t-il fonctionner?

M. Mulroney: Monsieur le Président, d'abord la question de mon honorable ami ne se situe pas dans le contexte voulu, tel qu'énoncé par le ministre des Finances. C'est un dialogue et,

espérons-le, pas un dialogue de sourds qui va s'engager entre nous.

Il y aura des propositions, des documents d'étude qui seront soumis à la Chambre et des discussions au niveau national. Et tout ce que nous essayons de faire, à tort peut-être, c'est de voir si nous pouvons obtenir la participation objective des députés de l'Opposition. Nous savons que nous allons l'obtenir de la part de la population canadienne pour le mois d'avril, afin de nous aider à porter des jugements de valeur sur des questions très importantes, à savoir que fait-on avec une économie laissée dans un état absolument lamentable où nous avons une partie importante de nos citoyens qui ont un besoin urgent de fonds publics, les moins bien nantis dans notre société, et nous voulons aider ceux qui en ont besoin au lieu des présidents de banques qui gagnent \$500,000 par année. C'est ce que nous voulons faire.

• (1125)

[Traduction]

M. le Président: Je me lève très respectueusement. A l'ordre, s'il vous plaît.

L'UNIVERSALITÉ—LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Est-ce qu'il s'en tient toujours à ce qu'il a déclaré le 7 mars, quand il a dit: «Nous ne tolérerons pas qu'on déforme notre position. Nous sommes pour l'universalité des programmes sociaux, et l'on n'y touchera pas»?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Oui, monsieur le Président, je m'en tiens à cette position.

Des voix: Bravo!

Mme Mitchell: Le premier ministre doit comprendre, je l'espère, que l'universalité, cela veut dire que les prestations sociales vont à tous les Canadiens.

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU MINISTRE DES FINANCES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, le premier ministre sait-il qu'au cours d'une entrevue enregistrée hier, le ministre des Finances a déclaré: «Aujourd'hui nous n'avons pas les moyens de payer des programmes sociaux aux catégories de revenus supérieures et moyennes». Est-ce que cela est conforme à la position du premier ministre et à celle de son gouvernement pour ce qui est de l'universalité?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président.

ON DEMANDE DE RÉFORMER LE SYSTÈME FISCAL

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, il est bien évident que le premier ministre réfute ce que le ministre des Finances a dit. Pourquoi le premier ministre ne cesse-t-il pas de brandir l'universalité pour brouiller les pistes? Je voudrais en revenir au banquier dont il parlait hier...